

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 28 août 2001 à 21 heures

Convocation du 17 août 2001

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux sauf Jean - Marc Cornil, absent excusé, ayant donné procuration à Claude Paul.

Ordre du jour

- POS modifications suite à la réunion avec les services de l'état
- Cimetière - construction de deux caveaux
- Aménagement du délaissé de route (domaine privé de la commune)
- Etude de la traverse du village (convention DDE)
- Les Parots abri bus, éclairage public
- Demande de branchement secteur ND
- Garderie
- Demande de subvention association pour la sauvegarde du patrimoine
- Convention fourrière SPA sud Alpine
- Projet de Mme Roddier pour création d'une ferme équestre
- Avant-projet d'aménagement du presbytère
- Contrat montagne (projets communaux)
- Conversion des tarifs communaux en Euro et constat global de conversion des emprunts
- Questions diverses

Le maire ouvre la séance de rentrée, remercie le public fidèle et les nouveaux venus, puis présente Madame Roddier, invitée à exposer son projet.

POS modifications suite à la réunion avec les services de l'état :

Les conseillers municipaux ont eu connaissance du document synthèse qui retrace les observations faites par les services de l'état sur le document initial approuvé le 13 décembre par le conseil municipal.

Seul un transfert de droit à construire des quartiers de l'Ayasse aux Courtès est prévu, compte-tenu de l'instabilité du terrain, ce quartier est impossible à raccorder au réseau

d'assainissement.

les services d'état considèrent ce POS raisonnable, préservant l'agriculture et les paysages et s'inscrivant dans un développement durable.

Le maire rappelle que désormais , les POS sont remplacés par les PLU (plans locaux d'urbanisme) et doivent obéir à des directives très contraignantes, prenant en compte un schéma de cohérence de tout un territoire.

Mme Galmiche rappelle que les lotissement d'artisans ne sont pas soumis au COS et souhaite qu'il en soit tenu compte, des informations seront prises sur ce point.

Après débat, le document définitif est adopté à l'unanimité.

Le maire demandera au Tribunal administratif que soit nommé un commissaire enquêteur.

Construction de caveaux :

Le maire rappelle que 2 accidents ont touché des familles de Sigoyer et qu'il a fallu trouver rapidement une solution pour l'inhumation.

La commune ne dispose pas de caveau dépositaire dans l'attente de l'inhumation ; le maire propose que la commune fasse construire 1 caveau d'attente (d'un délai réglementaire), tenu à disposition des familles confrontées à cette situation.

Le coût s'élèverait à 16000 fr. (1 place) et 23000 fr. (2 places).

Vote sur le principe de construction d'un caveau : adopté à l'unanimité

A budgéter en 2002.

Aménagement du délaissé de route :

Cette portion de route se situe entre les maisons de M. Nal (ancienne route des Guérins), la nouvelle route ayant été classée route départementale (D219), ce délaissé est retombé dans le domaine privé de la commune.

S. Duc indique les contraintes d'usage de cette voie :

Accès au garage du boulanger, accès au jardin Rambaud, accès aux maisons Nal et usage piétonnier du quartier situé en amont, et emplacement définitif des containers à ordures..la décision à prendre doit conjuguer tous ces paramètres.

La commission urbanisme se rendra sur place pour faire des propositions.

Etude de la traverse du village:

Elle doit répondre à deux impératifs :

- réduire la vitesse
- organiser le stationnement

Le bureau d'études des collectivités locales (DDE) a fait une proposition : 35000 fr. pour analyser, déterminer les objectifs, apporter des solutions, soumises à l'avis du paysagiste conseil.

Le maire reste très réservé par rapport à l'intervention de ce dernier. J. Ligozat pense qu'il faut une base de départ, pour pouvoir discuter des solutions à apporter et que forcément, les services DDE devront donner leur aval.

Les conseillers pensent que cette étude devrait être liée à celle du réseau d'assainissement qui traverse le village et qu'il est préférable d'attendre...

Les Parots : Abribus et éclairage public

Les parents d'élèves des Parots souhaitent que leurs enfants bénéficient d'un Abribus, et d'un éclairage public au point de ramassage.

Les devis font apparaître les coûts suivants :

- pose d'une lanterne (entreprise ETEC) 5350 fr.TTC
- Abribus : entre 6 000 et 9 000 fr. T.T.C. (financement de 50 % du conseil général).

F. Galmiche demander quelle décision serait prise pour la même sollicitation dans tous quartiers de la commune ? on ne pourrait y déroger.

S. Duc et J. Michalinoff rappellent leur désaccord face à cette tendance "d'urbanisation des campagnes".

Vote pour ce projet :

oui : 13

non : 0

abst : 2

Demande de branchement d'eau secteur ND :

Le maire fait part aux conseillers d'une demande concernant un branchement d'eau quartier des Parots en zone ND.

Ce quartier est desservi par le réseau intercommunautaire affermé à "Vivendi générale des eaux", mais les branchements sont soumis à autorisation des communes (qui financent les extensions du réseau...).

Quartier classé en zone ND, donc inconstructible, où les "cabanons de vigne" ne peuvent en aucun cas changer de destination. Le maire rappelle la position défavorable de la commune par rapport à une demande de branchement examinée pour un autre cabanon de vigne.

J. Ligozat, 1er adjoint, dépêché sur place a constaté que le "cabanon" avait l'objet de travaux d'extension sans aucune autorisation.

Un courrier sera adressé à M. Cuq lui rappelant le règlement du POS.

vote :

favorable à la demande : 0

défavorable : 14

abstention : 1

Refus de branchement opposé à M. Cuq.

Demande de subvention de l'association de sauvegarde du patrimoine sigoyard :

Demande tardive, renvoyée à février 2002.

Garderie périscolaire :

La parole est donnée à Sabine Luczszynski, qui fait part des résultats de l'enquête auprès des parents d'élèves. Sur 39 familles, 26 ont répondu.

- Il apparaît qu'une vingtaine d'enfants (10 familles) seraient intéressées par une garderie

Principe de fonctionnement :

10 heures/ hebdo de service soit : à partir de 7 h30 le matin jusqu'à 18 h 30 le soir, tous les jours scolaires sauf le samedi.

Local :

- les institutrices refusent l'accès aux salles de classe . Le maire rappelle qu'il s'agit de locaux communaux, que dans d'autres communes, les salles de classe sont utilisées hors temps scolaire pour nécessité de service. Il précise que si aucune autre solution n'était trouvée, ces locaux scolaires pourraient être utilisés.
- la salle de documentation (sauf le vendredi, jour bibliothèque)
- la salle de musique au presbytère (sauf les jours école de musique)....

Personnel :

S. Luczszynski préconise la création d'un emploi de ménage pour libérer le temps des aide-maternelles.

Refus du maire qui insiste sur le fait que l'équilibre a enfin été trouvé pour le travail des aide-maternelles, entre leurs différentes tâches (aide à l'institutrice de maternelle et entretien des locaux communaux) et qu'il souhaite que ce fonctionnement ne soit pas remis en cause.

J. Michalinoff rappelle que les aide-maternelles ne bénéficient que d'horaires réduits et qu'il serait tout à fait juste de leur proposer des heures complémentaires d'autant que les heures de garderie ajoutées à leur plus grande journée n'excéderait pas 6 h 30...pour un gain financier d'environ 1000 fr./mois ce qui n'est pas négligeable.

Les aide-maternelles seront consultées pour ce travail supplémentaire.

S. Luczszynski souhaiterait qu'une aide aux devoirs soit apportée ; en aucun cas, cette mesure ne peut être mise en place, il s'agirait alors d'une étude scolaire, M. Meunier rappelle qu'il s'agit d'un personnel qualifié, que l'on doit rester à la structure de garderie.

Coût :

Le coût du fonctionnement de ce service est pris en charge à 70% par la collectivité les parents d'élèves usagers bénéficieront de deux systèmes de paiement :

- au ticket matin ou soir
- au forfait trimestriel avec tarif dégressif suivant le nombre d'enfants

soit 5 tarifications différentes...ce qui ne séduit pas forcément F. Galmiche , régisseur des droits de cantine et garderie ; en effet, les trop nombreuses tarifications compliquent la gestion de stock de tickets à la trésorerie et le système d'encaisse..

F. Galmiche rappelle que la vente des tickets se fera comme habituellement

le vendredi de 16 h 30 à 17 heures exclusivement .

A. Gabanou ne comprend pas pourquoi la vente n'a pas lieu à tout moment lors des ouvertures au public de la mairie ? les ventes de tickets se font auprès d'une régie de cantine et garderie sous la responsabilité d'un régisseur, nommé par arrêté municipal, pour cette unique fonction, après délibération du conseil municipal (création de la régie)...procédure très réglementée, ne pouvant être contournée.

vote sur le principe de la mise en place d'une garderie : oui à l'unanimité.

Le système est mis en place pour une année, à l'essai, un règlement sera élaboré.

Convention SPA fourrière :

Le préfet attire notre attention sur le fait que la divagation des chiens et chats est interdite et que les communes doivent disposer, soit d'une fourrière communale, soit conventionner avec une société de protection animale assurant cette mission.(art213 du code rural). coût : 3.50 fr. par habitant.

V. Fernandez estime que la loi nous fait obligation de passer par la convention.

Vote pour la convention fourrière :

oui : 1, non :7, abst :7

Ferme équestre :

La parole est donnée à Hillary Roddier qui présente son projet de ferme équestre.

Structure : Mme Roddier est à la recherche de terrains depuis plus de 2 ans dans le but d'une installation, or les exploitations à la vente sont surévaluées, aussi envisage t-elle de construire les bâtiments d'exploitation sur terrain nu et s'installera par la suite (elle détient le diplôme et a suivi les formations nécessaires),

La ferme équestre est différente du centre équestre (endroit où l'on apprend à pratiquer le sport équestre), la ferme ne fait pas d'enseignement d'équitation, mais des ballades ou des randonnées. La partie innovante du projet est l'enseignement de l'anglais, sa langue maternelle, dans le cadre de cette activité équestre, sous forme de stage de 1 à plusieurs jours.

Public accueilli : tout public enfant et adultes, mais aussi enfants inadaptés ou cas sociaux avec l'aide d'une éducatrice spécialisée qui participerait au projet.

A plus long terme, l'hébergement pourra être envisagé.

Dernier volet du projet : l'élevage et la pension de chevaux "pur sang arabes".

M.Meunier interroge sur l'impact en nombre d'emploi : 2 seront créés à terme (palefrenier et cuisinier).

Un document de synthèse du projet est remis par Mme Roddier aux conseillers .

Le maire remercie l'intervenante et poursuit l'ordre du jour,

Contrat montagne :

Le seul projet retenu par la Région est celui de salles conviviales dans le presbytère pour 700 000 fr. de travaux.

Les autres projets ne sont pas éligibles.

Avant-projet d'aménagement du presbytère :

S. Duc évoque l'importance de ce bâtiment pour la commune, élément typique d'architecture à ne pas dénaturer, il faut lui laisser un rôle social et le rendre accessible au public.

Le projet consiste à aménager deux salles communales à caractère associatif destinées à des activités publiques (environ 30 m² chacune) en rez de chaussée, l'étage et les combles seront transformés en logements locatifs avec accès indépendant (2 logements T1 et 1 logement duplex T3).

Le maire rappelle les observations émises par le conseil précédent qui souhaitait conserver la

libre utilisation des salles d'activités, et réfléchira sur les conditions de mise à disposition d'un logement à la paroisse pour l'hébergement d'un prêtre. S. Luczyszynski demande s'il y a obligation de réserver un logement pour un prêtre ? non, le débat s'instituera de nouveau au fur et à mesure de l'avancement du projet.

J. Michalinoff souhaite connaître rapidement le coût estimatif de ce projet .

Adopté à l'unanimité des membres présents.

Constat global de conversion des emprunts :

Il s'agit de prendre une délibération autorisant le maire à signer le constat de conversion des emprunts communaux en euros. *Adopté à l'unanimité*

Conversion des tarifs communaux en euros : remontées mécaniques, baux communaux etc... en délibérer avant novembre.

Le ticket de cantine passera à 4 € au 1er janvier 2002 (suivant communiqué du traiteur).

Questions diverses :

✍ Modifications des statuts de la CCTB : simple formalité, le maire donne lecture des modifications apportées.

Vote : adopté à l'unanimité

✍ Réseau téléphonique :

V. Fernandez propose la mise en réseau des locaux scolaires, club informatique et mairie par liaison numéris, qui donne un accès plus rapide à internet

coût : 800 fr. de mise en service

3000 fr. /abonnement annuel

3200 fr. routeur

l'installation sera réalisée par France telecom et le câblage par le club info.

J. Ligozat demande qui paiera l'abonnement ? une répartition sera t-elle possible ?

vote sur la validation du projet : adopté à l'unanimité.

✍ CEC Bruno Habert :

Le contrat emploi consolidé de Bruno Habert sera reconduit pour une année supplémentaire, la commune bénéficiant d'une aide de 30%.

A. Gabanou s'étonne de sa non titularisation à ce jour, ce à quoi le maire réplique qu'il souhaite que la collectivité profite encore de l'aide accordée (seulement pour 30 heures, les 9 heures complémentaires étant entièrement à la charge de la commune), et rappelle que le salarié est rémunéré à 120 % du SMIC.

Enfin, le maire souhaite faire assermenter M. Habert en garde-champêtre.

oui à l'unanimité sur cette idée de principe.

✍ Dérogation à l'obligation scolaire :

Le maire est opposé à cette idée, mais 2 cas particuliers , pour raisons géographiques se présentent : 2 enfants aux Parots

1 enfant à Neffes

La répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques est un dispositif prévu par les règlements, mais le montant de la contribution est soumis au libre accord entre les communes (Tallard réclame 4 000 fr. et Neffes 2 500 fr./enfant).

Nous accueillerons cette année un enfant de Fouillouse, aucune indemnité ne sera demandée à la commune de résidence.

✍ Mise en souterrain d'un réseau électrique privé , quartier au delà le pont :

Demande émanant de M. Reynud Christian :

Prise en charges de travaux :

- 1/3 commune
- 2/3 Syndicat d'électrification

Le maire accueille favorablement cette demande qui contribue à l'amélioration visuelle du paysage mais refuse toute participation de la commune au financement de cette opération, considérant qu'il s'agit d'un réseau desservant un particulier.

S. Raizin, Président du SIE, rappelle que le syndicat fait surtout du renforcement de réseau, mais pas de pratique environnementale pour l'instant, encore moins pour les particuliers ; le dossier sera rejeté.

✍ Les panneaux de signalisation ONF arboreront le logo piéton (la signalisation simple prêtait à confusion)

✍ Le maire donne lecture du courrier du traiteur qui informe sa clientèle de la mise au menu du boeuf à la cantine, de l'augmentation du tarif au 1er janvier 2002 (4€) et de la consultation d'une diététicienne pour l'élaboration des menus.

✍ Visite d'un malien à Sigoyer :

Reçu par une association francomalienne, cette personne, adjoint au maire du village de Diafarabé (14 000 habitants) est venu étudier et comprendre le fonctionnement des communes françaises ; en recherche de partenariat intercommunal pour la récupération de matériel agricole ou de poteaux, mais le transport de matériel coûte très cher et son utilisation pas toujours comprise. Il vaudrait mieux apporter son savoir-faire (compétences techniques recherchées en matière d'aménagement de digues ou d'assainissement...) Remerciements à M. Meunier et S. Raizin qui l'ont accueilli à Sigoyer.

✍ Travaux de l'école :

Les travaux prévus sont terminés, changement des menuiseries extérieures, porte de communication entre les 2 classes et pare-soleil.

Les travaux de chauffage, carrelage et peinture sont remis à l'année prochaine.

✍ Fouilles archéologiques :

travaux repoussés en septembre.

La séance est levée à minuit 45 ; Jean -Luc Clément offre à tous le verre de l'amitié.

Délibérations du CM :

- signature du constat global de conversion
- modification des tarifs de cantine et garderie
- modifications statutaires de la CCTB
- indemnités du maire et adjoints (annule et remplace la délib précédente)

- indemnité de conseil (Trésorier de Tallard, receveur municipal)
- augmentation du temps de travail (poste des agents de service)
- ouverture de crédits

Lu et approuvé, les conseillers